



Communiqué de presse :

L'intersyndicale CGTR-FO-FSU-Solidaires et Union étudiante 974 s'est réunie ce jour et a fait le point sur la situation sociale dans un contexte dans lequel le premier ministre Bayrou, effrayé par la colère qui se répand est contraint de demander un vote de confiance sur sa politique le 8 septembre.

L'intersyndicale rejette massivement les mesures régressives du gouvernement Macron-Bayrou qui remettent en cause plus de 80 ans de luttes et d'acquis sociaux.

Elle dénonce et refuse :

- La suppression de deux jours fériés,
- La remise en cause de la 5^{ème} semaine de congés payés,
- La remise en cause des ALD (Affection Longue Durée),
- La multiplication des contrôles des arrêts de maladie,
- Les atteintes aux fondements de la Sécurité sociale,
- Le gel des aides et prestations sociales,
- Le démantèlement du service public avec le non-remplacement d'un fonctionnaire sur 3 et la suppression de 3000 postes de fonctionnaires d'ici 2026
- La suppression de l'abattement des 10 % sur l'impôt,
- La baisse des revenus pour les retraités...

Au moment où des aides publiques de plus de 500 millions d'euros à La Réunion ont été accordées aux entreprises sans création d'emplois supplémentaires, l'intersyndicale exige :

- L'application de toutes les conventions collectives à La Réunion,
- L'augmentation de tous les revenus tenant compte de la vie chère à La Réunion,
- Un vrai travail, un vrai salaire, un logement décent,
- Retraite à 64 ans, c'est NON, 62 ans c'est déjà trop !
- Le maintien du complément de rémunération des fonctionnaires placés en congé longue maladie,
- Le renforcement des services publics à La Réunion pour un meilleur accueil de la population...

Poursuivant les mobilisations déjà engagées, l'intersyndicale appelle les salariés et les agents publics à se réunir dès maintenant sur leurs lieux de travail en assemblée générale pour décider de la grève à partir du 10 septembre et des suites à donner afin de réellement tout arrêter y compris par la grève reconductible.

Nos organisations syndicales appellent les salariés et agents publics à tenir des piquets de grève dès 7 h devant leurs lieux de travail le mercredi 10 septembre et à participer aux rassemblements prévus devant la préfecture et les sous-préfectures à partir de 9 h.

Elles soutiennent toutes les initiatives des salariés exprimant leur colère contre la politique de Macron-Bayrou.

Fait à St Denis, le 03 septembre 2025